

Quelle politique de relance pour contrer la crise ?

Hugo Lattard - 18/11/2008 - L'Expansion.com

« Nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'une relance, coordonnée, concertée de l'action économique », a affirmé Nicolas Sarkozy, lors du G20, à Washington.

Pour éviter que la récession ne dégénère en dépression, il reste l'arme d'un plan de relance. C'est une des résolutions adoptée lors du G20, réclamée avec insistance par les industriels. Preuve que quand l'économie sort de ses rails, c'est à Keynes que l'on fait appel. Aujourd'hui comme en 1929.

service photo Elysée L. Blevennec

Le défi de la relance

Keynes est ressorti des oubliettes. La crise financière a contredit l'idée que les marchés sont capables d'autorégulation. Et quand tous les acteurs ont perdu confiance, banque, entreprises, ménages, qui reste-t-il, sinon l'Etat, pour investir contre le pessimisme ambiant ? Car il s'agit aujourd'hui de contrer la première récession de toutes les économies développées depuis la seconde guerre mondiale. « *Les circonstances sont tout à fait exceptionnelles* », observe Xavier Timbeau, économiste de l'OFCE : « *Elles présentent un très grand risque de voir la récession se transformer en dépression* ».

La solution d'un plan de relance fait donc son chemin. C'est une des résolutions adoptées lors du sommet du G20, samedi dernier, à Washington. « *Nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'une relance, coordonnée, concertée de l'action économique* », a affirmé Nicolas Sarkozy. Le communiqué produit à l'issue de la réunion recommande des « *mesures budgétaires pour stimuler la demande interne avec des résultats rapides* ». Le 26 novembre, la commission européenne doit présenter son propre plan. La Grande-Bretagne, l'Italie, ont déjà annoncé des mesures de soutien à l'activité.

Mais l'idée de relance fait encore peur. Car elle s'oppose au principe de l'orthodoxie budgétaire, particulièrement vigoureux en Allemagne. En dépit de comptes publics désormais excédentaires, Angela Merkel, la chancelière, rechigne à délier les cordons de la bourse. Tout au plus, l'Allemagne se contenterait, au niveau européen, de réaffecter les crédits non utilisés de la politique agricole commune (2,4 milliards d'euros prévus en 2008). Et au plan national, Berlin a simplement présenté, il y a 10 jours, un catalogue de mesures pour un montant de 23 milliards d'euros. Qualifié de « bric-à-brac », outre-Rhin.

Insuffisants, jugent les industriels. Lundi, les dirigeants des 47 entreprises réunies au sein de l'European Round Table ont réclamé des « *mesures supplémentaires pour stimuler la demande* ». Le même jour, le patron du FMI y est allé des ses recommandations. « *Je pense qu'actuellement, la BCE a de la marge pour abaisser les taux d'intérêt, mais quoi qu'il en soit, l'accent doit être mis sur la politique budgétaire* », a ajouté Dominique Strauss-Kahn. Car « *l'assèchement du crédit risque de limiter l'efficacité* » des baisses de taux, souligne le patron du FMI. En effet, la situation actuelle est celle d'une « *trappe à liquidités* », pour reprendre la formule de Keynes. Aujourd'hui, plus personne ne veut détenir de dette privée. Ni les banques, ni les fonds de pension, ni les ménages. Si bien que l'investissement est déconnecté des sources de financement. L'enjeu est donc de substituer à la dette privée de la dette publique, vers qui tous les investisseurs se ruent.

L'UE va se concerter sur des mesures de relance

L'Europe va se concerter sur des mesures de soutien à l'activité économique d'ici à un sommet de ses dirigeants mi-décembre, a indiqué mardi la présidence française de l'Union européenne. La France « *entend conduire la réflexion entre les Etats membres sur les axes prioritaires d'une action de relance* », a déclaré Jean-Pierre Jouyet, le secrétaire d'Etat aux affaires européennes.

« *De telles mesures doivent être concertées pour être pleinement efficaces et préserver l'intégrité du marché intérieur* », c'est-à-dire ne pas entraîner des avantages concurrentiels indus d'un pays à l'autre, a-t-il expliqué. En donnant pour objectif le soutien aux secteurs les plus menacés, comme l'industrie automobile.

Pour qu'une politique de relance soit efficace, il faut qu'elle soit de grande ampleur. Le FMI s'est dit favorable à un plan équivalent à 2% du PIB des pays participants. « *Il vaut mieux voir trop grand que de compter au plus juste et de s'y reprendre à plusieurs fois* », approuve Xavier Timbeau. Selon lui, il faut également privilégier « *l'instantanéité* ». « *Le moyen le plus rapide est d'envoyer des chèques au contribuable* », conseille-t-il, à l'instar de ce qu'a fait l'administration américaine au printemps dernier. « *En matière de baisse d'impôt, il faut éviter les impôts progressifs et se concentrer sur les impôts proportionnels : taxe professionnelle et cotisations sociales pour les entreprises, CSG pour les particuliers* ». [...]

Résumé de la prévision pour 2008 et 2009 (France)					
En %, moyenne annuelle					
	2006	2007	2008	2009	2010
Taux de croissance du PIB	2,4	2,1	0,7	-2,3	-0,2
Importations	6,5	5,9	2,0	-5,1	0,0
Consommation des ménages	2,5	2,5	1,3	0,5	0,8
Consommation des administrations	1,4	1,3	1,6	2,5	1,9
Investissement total	5,0	4,9	0,3	-6,8	-4,8
Exportations	5,6	3,2	1,1	-7,7	-0,2
<i>Autres indicateurs</i>					
Inflation (IPC)	1,3	2,3	1,8	0,9	1,1
Taux d'épargne (en % RdB)	15,1	15,8	15,6	16,3	16,8
Taux de chômage	8,8	8,0	7,4	9,1	10,2
Solde public (en % du PIB)	-2,4	-2,7	-3,4	-6,1	-7,2
Sources : INSEE, compte trimestriels ; OFCE, prévisions e-mod.fr pour 2009 et 2010.					

in REVUE DE L'OFCE • 109 • AVRIL 2009

Résumé de la prévision pour 2008 et 2009 (France)					
En %, moyenne annuelle					
	2006	2007	2008	2009	2010
Taux de croissance du PIB	2,4	2,1	0,7	-2,3	-0,2
Importations	6,5	5,9	2,0	-5,1	0,0
Consommation des ménages	2,5	2,5	1,3	0,5	0,8
Consommation des administrations	1,4	1,3	1,6	2,5	1,9
Investissement total	5,0	4,9	0,3	-6,8	-4,8
Exportations	5,6	3,2	1,1	-7,7	-0,2
<i>Autres indicateurs</i>					
Inflation (IPC)	1,3	2,3	1,8	0,9	1,1
Taux d'épargne (en % RdB)	15,1	15,8	15,6	16,3	16,8
Taux de chômage	8,8	8,0	7,4	9,1	10,2
Solde public (en % du PIB)	-2,4	-2,7	-3,4	-6,1	-7,2
Sources : INSEE, compte trimestriels ; OFCE, prévisions e-mod.fr pour 2009 et 2010.					

in REVUE DE L'OFCE • 109 • AVRIL 2009

Résumé de la prévision pour 2008 et 2009 (France)					
En %, moyenne annuelle					
	2006	2007	2008	2009	2010
Taux de croissance du PIB	2,4	2,1	0,7	-2,3	-0,2
Importations	6,5	5,9	2,0	-5,1	0,0
Consommation des ménages	2,5	2,5	1,3	0,5	0,8
Consommation des administrations	1,4	1,3	1,6	2,5	1,9
Investissement total	5,0	4,9	0,3	-6,8	-4,8
Exportations	5,6	3,2	1,1	-7,7	-0,2
<i>Autres indicateurs</i>					
Inflation (IPC)	1,3	2,3	1,8	0,9	1,1
Taux d'épargne (en % RdB)	15,1	15,8	15,6	16,3	16,8
Taux de chômage	8,8	8,0	7,4	9,1	10,2
Solde public (en % du PIB)	-2,4	-2,7	-3,4	-6,1	-7,2
Sources : INSEE, compte trimestriels ; OFCE, prévisions e-mod.fr pour 2009 et 2010.					

in REVUE DE L'OFCE • 109 • AVRIL 2009